

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 11/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SOCIETE PIERRE BRABANT**

ROUTE NATIONALE  
59152 Tressin

Références : -  
Code AIOT : 0007000585

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2025 dans l'établissement SOCIETE PIERRE BRABANT implanté ROUTE NATIONALE 59152 TRESSIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE PIERRE BRABANT
- ROUTE NATIONALE 59152 TRESSIN
- Code AIOT : 0007000585
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La Société P. Brabant possède depuis 1880 le site industriel de Tressin où elle a exercé une activité

de distillerie d'alcools de betteraves jusqu'en 1953.

La Société P. Brabant y exerce aujourd'hui des activités de régénération d'alcools et de solvants, de dénaturation et vente d'alcools, distribution de solvants et produits pétroliers, conditionnement d'alcools et solvants pétroliers en bouteilles, bidons et GRV.

L'établissement de Tressin regroupe 46 salariés.

Le site occupe une superficie totale de 83769 m<sup>2</sup> sur la commune de Tressin, en zone UF du Plan Local d'Urbanisme de la commune, à 500m au sud-ouest du centre ville de Tressin.

Au titre de la réglementation sur les installations classées, les installations exploitées par la Société P. Brabant sur le site de Tressin sont régulièrement autorisées par décisions préfectorales dont les plus anciennes datent de 1960.

L'arrêté préfectoral du 6 janvier 2006 a autorisé la poursuite de l'exploitation des activités du site de Tressin suite à la mise à jour administrative des activités de l'établissement. L'arrêté préfectoral complémentaire du 15 février 2013 a donné acte de la révision de l'étude de dangers du site. L'arrêté préfectoral du 17 décembre 2020 actualise la liste des installations classées autorisées.

L'établissement est assujéti à la directive IED 2010/75/UE sur les émissions industrielles.

L'établissement est un établissement SEVESO seuil bas visé par l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, transposant en droit français la Directive n°2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite «directive SEVESO 3 relative à la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, modifiant puis abrogeant la directive 96/82/CE du Conseil.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 PFAS TOP 99%
- Eau de surface
- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
2	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
4	4. Mesures d'investigation	Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	5. Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1	Sans objet
6	6. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Après une première phase d'acquisition de données ayant mis en évidence une teneur ponctuelle anormalement élevée en AOF en sortie de site, l'exploitant a entrepris une phase de caractérisation plus approfondie des différents effluents générés par l'établissement mais également sur l'eau de ville et de nappe. Cette phase prendra fin en mars 2025 et permettra de confirmer ou d'infirmer la présence de substances PFAS dans les rejets de l'établissement de Tressin.

La liste des substances PFAS potentiellement traitées sur site et/ou rejetées par l'installation reste par ailleurs à finaliser. La démarche est à mener en lien avec les clients dont les produits résiduels sont régénérés sur site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé les 3 campagnes de mesures de ses émissions en PFAS selon une fréquence mensuelle sur la période avril - juin 2024 conformément au point II de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20/06/23. Les résultats ont été déclarés sous GIDAF et apparaissent être correctement renseignés, après modification d'une erreur de saisie initiale pour la campagne de mai 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
<b>Prescription contrôlée :</b>  4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau

<p>Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]</p> <p>Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) <math>\leq 25 \mu\text{g/l}</math></p> <p>Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les bordereaux d'analyse des mesures réalisées sur les PFOS mettent en avant les résultats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- avril 2024 : 3,15 <math>\mu\text{g/l}</math></li> <li>- mai 2024 : 2,32 <math>\mu\text{g/l}</math></li> <li>- juin 2024 : 4,75 <math>\mu\text{g/l}</math></li> </ul> <p>Les concentrations en PFOS dans les effluents rejetés sont ainsi inférieures à la valeur limite d'émission réglementaire de 25 <math>\mu\text{g/l}</math>.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : 3. Liste des substances PFAS**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour les produits commercialisés par l'exploitant (négoce et distribution) et dont la rédaction des FDS relève de sa responsabilité, l'examen des fiches de données confirme l'absence de substances PFAS dans la composition des produits.</p> <p>Le process (régénération, distillation, conditionnement) n'est pas susceptible de générer de telles substances.</p> <p>La présence ou l'absence de substances PFAS dans les produits résiduaires entrants sur site (déchets à régénérer) n'a par contre fait l'objet d'aucune démarche.</p>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher de ses clients afin qu'une caractérisation des principaux résiduaire soit réalisée de manière à établir la liste des substances PFAS potentiellement traitées sur site.</p> <p>La transmission de cette liste est attendue sous un délai de 2 mois maximum.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : 4. Mesures d'investigation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La caractérisation initiale (avril-mai-juin 2024) a mis en évidence une concentration ponctuelle particulièrement élevée en AOF (2900 µg/l) lors de la mesure du mois de mai.</p> <p>Les analyses réalisées en avril et juin 2024 ne confirment pas ce résultat, les teneurs mesurées ne dépassant pas les limites de quantification (&lt;100 µg/l, la limite de quantification ayant dû être augmentée en raison de la présence de matières en suspension dans la matrice).</p> <p>Afin de confirmer ou d'infirmer la présence d'AOF dans les rejets de l'établissement, l'exploitant a fait procéder à des mesures complémentaires en juin 2024.</p> <p>Outre les mesures réalisées en sortie d'établissement sur les eaux industrielles en mélange, des prélèvements sur chaque typologie d'effluents ont été réalisés à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les eaux dites « usine » (orientation en gravitaire vers les bassins de rejet incluant les eaux issues du traitement de la morpholine),</li> <li>- les eaux dites « usine sol » (orientation par relevage vers les bassins),</li> <li>- les eaux dites « traitement » (eaux de nappe issues de la barrière hydraulique exploitée au droit du site, pompées et traitées avant rejet vers le réseau public via les bassins de rejet).</li> </ul> <p>Les résultats analytiques mettent en évidence la présence d'AOF à l'état de trace dans des teneurs nettement inférieures aux 2900 µg/l quantifiés en mai 2024.</p> <p>En complément de ces mesures réalisées en juin 2024, et en réponse au courrier DREAL du</p>

<p>13/01/25, l'exploitant a entrepris une nouvelle phase de caractérisation portant sur les différents effluents précités (sortie bassin, eaux usines, eaux usines sol, eaux sortie traitement) mais également sur les eaux de nappe en sortie de traitement, sur l'eau de nappe échantillonnée via le piézomètre n°1 (nappe de la craie) ainsi que l'eau de ville (eau potable).</p> <p>La première campagne de mesures a été réalisée le 23/01/25. Les résultats provisoires présentés en séance ne mettent pas en évidence la présence d'AOF en concentrations significatives (traces). Deux autres campagnes de mesures sont planifiées les 13/02 et 13/03/25.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : 5. Mesures de suppression/réduction**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les investigations complémentaires réalisées et en cours (échéance mars 2025) constituent une première action qui paraît adaptée à la situation mise en lumière par les 3 prélèvements d'avril-mai-juin 2024 (détection d'AOF sur une unique mesure mais à une teneur particulièrement élevée).</p> <p>Elles permettront de confirmer ou non la présence d'AOF dans des teneurs significatives dans les rejets de l'établissement de Tressin, et dans l'affirmative, d'identifier l'origine de ces substances (eau de ville, process, eau de nappe).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : 6. Mesures de surveillance**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;</li> <li>- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'examen des résultats d'analyse en cours d'acquisition permettra de statuer sur l'opportunité de</p>

mettre en œuvre un plan d'action de réduction des émissions en PFAS du site ainsi qu'une surveillance périodique.

Les premiers résultats obtenus (juin 2024 et janvier 2025) tendent à confirmer l'absence de substances PFAS dans les effluents rejetés. Ces résultats devront être confirmés par ceux des campagnes de février et mars 2025 à venir.

**Type de suites proposées :** Sans suite